

Globalement toutes les aménités et services que rend l'agriculture à la société sont repris: alimentation, environnement, vie sociale, énergie etc... Il serait utile de clairement afficher qu'une politique agricole est également une politique d'aménagement du territoire et un vecteur d'équilibre dans un territoire donné: là où l'agriculture a une place correcte, avec des productions rémunératrices et une taille contrôlée, on trouve de l'artisanat, des services à la population, à la santé, du sport etc... Ceci signifie que travailler à l'échelle européenne pour une PAC rénovée est indispensable mais qu'il est nécessaire que nationalement des mesures d'accompagnement soient également (re)mises en place: à titre d'exemple le contrôle des structures agricoles a commencé à être remis en question avec la dernière LOA et la future LMA laisse ce point en suspens. On pourrait tracer le même constat avec la préservation des terres agricoles face à l'urbanisation... Nous sommes à un tournant de choix politiques et un travail seulement centré sur la PAC risquerait de nous amener à ce que l'on pourrait trouver en Italie par exemple, à savoir une agriculture à 2 vitesses: des "gros" qui nourrissent (très bien d'ailleurs) la population et des "petits" qui font de l'agrotourisme, de la vente directe etc...

PICARD Nicolas